

LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LES PROBLÈMES DE L'OCCUPATION DE LA RUHR 1923

Manfred Alexander

Cet exposé traite du comportement du gouvernement tchécoslovaque vis à vis de la question des réparations de l'Allemagne après le Traité de Versailles et du problème des sanctions, appliquées ou menacées de l'être pour l'accomplissement de ces réparations. On étudie la position de la Tchécoslovaquie à l'intérieur du système d'alliance français en Europe Centrale Orientale, en partant de ce point de vue: pour la France et en particulier pour le gouvernement du premier ministre Poincaré, la sécurité française était intimement liée au problème des réparations et les menaces de sanctions étaient un moyen d'affirmer la politique de sécurité française vis à vis de l'Allemagne. La façon dont le ministère des Affaires étrangères allemand jugea cet ensemble de questions et en tint compte dans sa politique est particulièrement étudié.

Le résultat de cette étude est que le gouvernement tchécoslovaque se déroba à toute influence française lors de l'occupation de la Ruhr en 1923; ce comportement fut cependant reconnu avec hésitation par le côté allemand, en particulier par les pays allemands faisant frontière avec la Tchécoslovaquie. Suit, pour la période de 1921 au printemps 1923, un tableau des relations tchéco-allemandes (qui ne restèrent pas sans effets sur le plan international) et que l'on peut ainsi caractériser: malgré les efforts de neutralité de la Tchécoslovaquie vis à vis de l'Allemagne, celle-ci continue à se sentir menacée par Prague (l'alliée de la France). La méfiance allemande vis à vis de la Tchécoslovaquie fut cependant tempérée par la neutralité tchèque pendant la crise de la Ruhr.